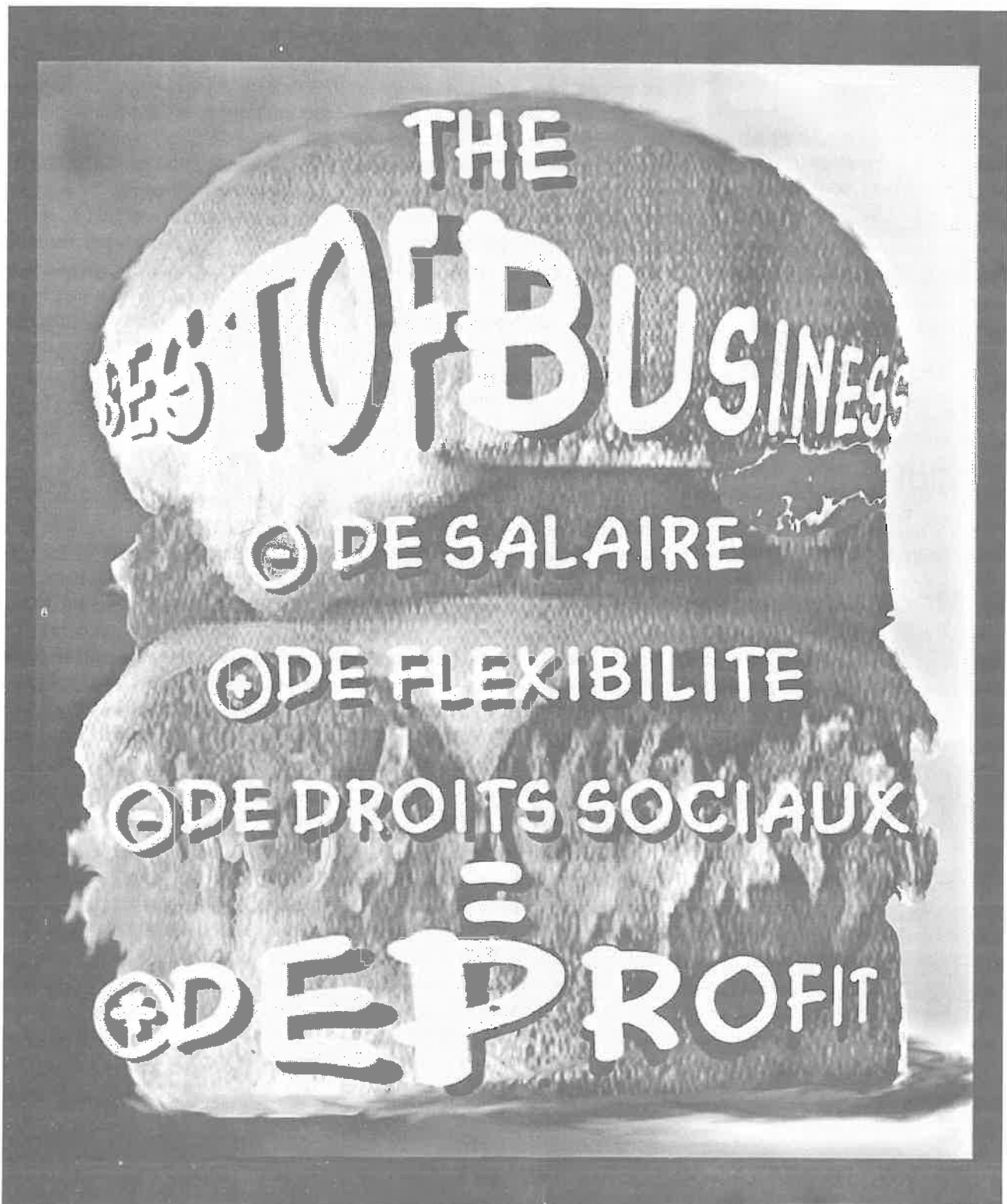


La lettre du C. D. E. S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 53 Septembre-Octobre 1998 10 francs



ADRESSES

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T., pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116
72003 Le Mans Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 16
24650 Chancelade
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Rémésy
31000 Toulouse
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:

C.N.T.
9, rue Duchalmeau
66000 PERPIGNAN
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,
14019 Caen Cedex 6
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT
CTA d'Amiens, rue
dejean, 80000 Amiens

Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

LA LUTTE, OBSTINEMENT

Les verts et le P.C. défilent aux cotés des chômeurs et des "sans papiers" pour demander des papiers et du boulot à un gouvernement où siègent... les verts et le P.C. ! C'est à en dégoutter plus d'un de continuer d'aller voter. Chevènement trie les bons étrangers (les européens, les artistes) et les mauvais étrangers (les non-européens, les non-diplômés) tandis que Pasqua (effet du Ricard ?) demande maintenant la régularisation pour tous les "sans papiers" ! C'est à en dissuader plus d'un de continuer de croire que la gôche est à gauche. Jospin et Aubry trouvent 52 milliards pour un plan anti-chômage bidon mais pas un sou pour les chômeurs. "C'est à en dégoutter plus d'un de continuer d'être chômeur" doit se régaler l'amère Aubry.

C'est vrai, tout ce micmac indécent où les ministres piétinent la populace avec des pompes à 11000 balles, où les syndicalistes étranglent les "trop fortes gueules", où les pénibles érections américaines font office d'actualité mondiale, où le cynisme et la cupidité sont élevés au rang d'intelligence sociale, où le patronat se prépare des profits encore plus gros en détruisant (avec la complicité active du gouvernement de la gôche poubelle) les maigres acquis sociaux des salariés, tout ce hold-up organisé, tout cet étalage de mépris, c'est à en dissuader plus d'un de continuer à se battre.

Pourtant il y a encore des gens qui se battent au quotidien. Loin des téléés et des journaux, loin des tables de négociations encombrées de syndicalistes professionnels, loin des forums médiatiques (où nos intellectuels en panne "d'ambiance révolutionnaire" tentent de réfléchir à haute voix sur les mille et une façon de nous construire un capitalisme à visage humain digne de la nouvelle gôche mondiale), loin de ce que le pouvoir veut nous faire prendre pour les limites acceptables de la contestation, beaucoup de copines et de copains ont participé et participent toujours aux luttes contre le chômage, les lois chevènement, les expulsions.

Dans les comités de chômeurs, dans les collectifs de "sans papier" et les luttes en entreprise, nous les anarcho-syndicalistes, nous sommes aussi battus pour qu'il y ait un fonctionnement réellement démocratique avec des décisions en assemblée générale et non pas en comité restreint de syndiqués professionnels, pour qu'il n'y ait pas d'élus mais des mandatés sans pouvoir de décision et révocables à tout moment par l'assemblée générale, pour que l'action directe décidée par tous supplante les tractations de couloirs et les manifs "étouffoir" décidées par les pro de "l'agit'propre". C'est vrai, les luttes n'ont pas été souvent victorieuses, et les maigres victoires arrachées n'ont pas le cachet officiel du mouvement de masse, de la révolte télégénique. Nous n'avons pas paradé à la télé entre un homme politique et un politologue suffisant. Mais on a fait notre boulot de militant, en se battant avec les gens, en leur montrant que s'organiser à la base sans chef, avec des revendications claires et sans compromis, c'était possible et même parfois payant. Et ça payera encore plus demain!

Jean-Louis (Toulouse).

BORDEAUX : NON LIEU POUR UN NON COCKTAIL

Dans notre précédent numéro, nous vous avons informé de l'inculpation (précédée d'une garde à vue et d'une perquisition poussées) qui frappait Nicolas pour "détention d'engins incendiaires". Cette inculpation ne reposait sur rien, sauf, très probablement sur l'appartenance de Nicolas à la C.N.T.-A.I.T. En fait, les fameux engins (de faux cocktails molotovs) étaient destinés à une manifestation artistique (Nicolas étant étudiant en art). Personne ne pouvait s'y tromper. Devant l'accumulation de témoignages et de preuves (expertises) la version policière, tartinée avec complaisance dans les colonnes de Sud-Ouest, vient de s'effondrer dans le ridicule : le juge saisi vient de clore cette "affaire" par un non lieu.

Alex

N'oubliez pas de vous abonner

"La LETTRE DU C.D.E.S." n'a pas de publicité. Elle ne reçoit pas de subventions. Elle ne fait pas de fausses factures. Elle ne vit que par la volonté des militants de la C.n.t. et des abonnés.

La "LETTRE" couvre Midi-Pyrénées et quelques départements voisins. Elle est fédérée au sein du réseau "Le COMBAT SYNDICALISTE" à sept autres publications de la C.n.t. (Aquitaine, Normandie, Ile de France, Est, Alpes, Méditerranée, Centre).

"La LETTRE" est un lien entre tous ceux qui aspirent à changer la société dans un sens libertaire. C'est un lieu de discussion pour approfondir nos conceptions. C'est aussi un instrument de diffusion de nos idées vers ceux -et ils sont nombreux- qui ne les connaissent pas encore. Entre l'effondrement du communisme et la crise chronique du capitalisme, nos idées ont de l'avenir si nous savons les partager avec un nombre croissant d'individus.

Alors, si vous appréciez "La Lettre", si vous pensez qu'elle fait un travail utile, abonnez-vous. Ne remettez pas à plus tard l'envoi de votre participation ! Nous en avons besoin. Si vous êtes complètement fauché pour une raison ou pour une autre (chômage...), vous pouvez recevoir ce bulletin sur simple demande de votre part.

Si au contraire vos moyens vous le permettent, vous pouvez bien entendu verser plus. Vous nous aiderez ainsi à poursuivre notre combat.

Le Centre de Documentation et d'Etudes Sociales de la CNT

**JE M'ABONNE à LA LETTRE DU CDES,
7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE**

NOM :

PRENOM :

ADRESSE (avec code postal)

ET JE VERSE : 50 F

100 F (abonnement de soutien) ou plus :

au C.C.P. : CDES N° 3 087 21 H TOULOUSE

SI VOUS CONNAISSEZ DES PERSONNES SUSCEPTIBLES D'ETRE INTERESSEES,
MERCİ DE NOUS INDIQUER LEURS COORDONNEES AU VERSO

Voici un an, les chômeurs faisaient la une de l'actualité. Quelles sont aujourd'hui les perspectives pour ce mouvement?

Décembre 97, c'était le premier mouvement de chômeurs depuis au moins 1974, date de la première crise pétrolière, crise qui a vu l'accélération des processus de mondialisation et de libéralisme économique. La classe mondiale des prolétaires n'a cessé elle aussi de s'accroître, mais n'a pas pu imposer à ce jour autre chose. Ce qui fait que, pour l'instant, c'est croissance pour les uns, crises pour les autres, et chômage un peu pour tout le monde.

Comment les politiciens ont tué le mouvement des chômeurs

Les diverses formules, de droite ou de gauche, qui concourent à rendre supportable le capitalisme libéral dans lequel nous vivons sont de moins en moins tolérées par une fraction grandissante de la population. C'est pourquoi la gauche syndicale est en perte de vitesse. Il est vrai qu'elle joue surtout la défense de ses bureaucrates, acquis à l'équation *travail = salaire = consommation* et qu'elle s'efforce de consolider l'équilibre dit républicain qui confisque en fait la direction des affaires au profit d'une minorité. Son double langage, son attitude centrée sur le " syndicalement correct " réduisent de plus en plus sa marge de manœuvre et limitent sa capacité à pacifier les luttes. De son côté, toute une autre frange de la gauche est destabilisée par la perte de ses mythes marxistes-léninistes relatifs au " tout état prolétarien ", au " parti guide ". Ses dirigeants s'essayent maintenant au réformisme, réclamant plus, sans faire la critique du système.

Toutes ces rivalités politiques et syndicales s'opposent dans les mouvements de lutte car elles viennent pour essayer d'y trouver de la légitimité et pour recruter des adhérents. La lutte des chô-

meurs, bien que moins massive que certains n'ont voulu le dire, n'a pas échappé à cette règle. On a pu y observer des grandes manœuvres. Ainsi, les militants les plus liés au gouvernement ont tenté de la faire glisser vers une bataille "pour les 35 heures", histoire de faire contrepoids à la fraction du patronat la plus hostile à ce projet mais sans se soucier de l'intérêt réel des chômeurs. En effet, laisser croire que "les 35 heures" vont créer des emplois pour tous est un leurre. Les gains de productivité (actuellement de l'ordre de 2 % par an) sont suffisants pour permettre aux entreprises de récupérer assez rapidement le volume de travail perdu. Par contre, la flexibilité négociée en contrepartie des 35 heures par le gouvernement et ses suppôts directs, c'est pour tout de suite et tous les salariés vont en pâtir.

La C.G.T. et le P.C. ont été divisés sur l'opportunité d'emboîter le pas aux socialistes ; certains l'ont fait et espèrent que ce rapprochement les amènera vers une fusion, les autres seraient plutôt tentés par un rapprochement avec l'extrême-gauche. Au milieu de tout ça, les dirigeants d'A.C. ! ont surtout fait du suivisme vis-à-vis de la C.G.T.,

cantonnant leurs maigres troupes dans un jeu médiatique. Tout ce beau monde se critiquant, s'embrasant, s'unissant et se déchirant au gré des événements, avec comme préoccupation essentielle, d'en être le leader.

A l'approche des élections régionales, leur interdépendance (pour avoir des élus) a poussé toutes ces organisations à s'accorder pour tuer le mouvement des chômeurs. Il devenait trop dangereux pour elles en période électorale. Son extension risquait de mettre en péril leurs intérêts. L'assassinat d'Isabelle Ferron¹ au Mans trouve son origine dans cette stratégie.

Les comités de chômeurs se coordonnent.

A l'inverse, des dizaines de Comités de Chômeurs, qui, eux, ne jouissaient pas de complicités médiatiques, ont essayé de relancer la lutte, de la radicaliser en desserrant l'étau des représentants auto-proclamés. Ils ont avancé des revendications plus osées que " la prime de Noël ", ne s'estimant pas satisfaits par quelques miettes de redistribution. Leur revendication d'un véritable revenu social, permettant de



Photo C.N.T. - Manifestation de chômeurs.

vivre dignement, remet en cause l'idéologie du travail, l'utilitarisme, le consumérisme de la gauche bien pensante (pour laquelle, exister c'est travailler) ainsi que la fonction disciplinaire du chômage.

La réponse de Jospin, face à la revendication d'une hausse significative des minima sociaux a été de la déclarer impossible, car, "cela coûterait trop cher" (autour de 70 milliards) et, c'est toujours lui qui parle, il faudrait prendre cette somme dans la poche des salariés. Cette tentative d'opposer les chômeurs aux salariés est une manœuvre moralement misérable ; quant à l'impossibilité budgétaire de trouver de quoi relever les minima sociaux, la suite a prouvé qu'elle était toute relative. Quelques semaines plus tard, le même Jospin a trouvé en effet 52 milliards pour financer le plan dit anti-exclusion de madame Aubry. L'essentiel de ce financement sera absorbé par les budgets des divers organismes qui prolifèrent dans le domaine de la "réinsertion" et qui ont essentiellement pour mission de monter des stages dont tout le monde sait qu'ils ne mènent généralement à rien ; les chômeurs n'en percevront une fois de plus que des miettes. La social-démocratie soigne plus ceux qui encadrent les chômeurs que les chômeurs eux-mêmes !

Pour en revenir aux Comités de Chômeurs, la majorité d'entre eux n'avait que faire des revendications d'A.C. ! du genre "avoir des délégués des chômeurs dans les ANPE ou les ASSEDIC" et ils étaient conscients des manipulations tentées par leurs adversaires.

La faiblesse de ces Comités venait de leur isolement. C'est pour créer des liens, pour se coordonner et mettre en commun leurs revendications que certains d'entre eux se sont réunis à Evreux avant l'été. Et ils entendent bien continuer la lutte.

Je pense que la C.N.T.-A.I.T. a un rôle à jouer auprès de ces Comités, en apportant un soutien, une aide, une solidarité, en

participant pour avancer, ensemble, des revendications unifiantes : revenu social décent, réduction massive du temps de travail². Il faut également dégager ces Comités des préoccupations électorales, car les adeptes des différentes chapelles se disputent entre eux et affaiblissent la lutte. Ne nous préoccupons pas de cette tambouille électoraliste ! Il faut avancer par la lutte directe, agir dès maintenant par des actions appropriées car le bulletin de vote n'est d'aucun secours pour faire aboutir nos revendications. Il faut aussi pratiquer la décision collective, pour que tout participant soit investi dans la vie de la structure : les assemblées générales doivent être systématiques. La démocratie directe est bien plus efficace que le centralisme. Les Comités doivent aussi pousser la réflexion, au delà des revendications, et parler de quelle production, quel mode de vie, quel choix de société... Les Comités sont les lieux de l'unité de la lutte, ils doivent savoir maintenir les équilibres. Je pense que les organisations permanentes -partis,

¹Chômeuse et membre du Comité de Chômeurs du Mans, Isabelle Ferron, 27 ans, a été étranglée le 26 mai 1998 par des militants d'A.C. ! (qui n'étaient pas eux-mêmes chômeurs) pour avoir revendiqué l'accès aux salles mises à la disposition d'associations de chômeurs par la mairie du Mans. Nous en avons fait état dans notre précédent numéro en nous étonnant que la presse militante ait globalement construit un mur du silence autour de cette affaire pourtant très significative.

²Le revenu social pourrait d'ailleurs, par son coût, rendre inintéressant le recours par le capitalisme au chômage ; la réduction massive du temps de travail est une revendication unifiante entre chômeurs et salariés. D'après nos calculs, un horaire hebdomadaire de travail de 29 ou 30 heures serait actuellement compatible avec le plein emploi.

associations, syndicats- doivent pouvoir s'exprimer également, non pas à la place des Comités ou en leur nom, mais à côté d'eux, pour que tous aient droit à la parole. La C.N.T.-A.I.T. se doit de faire de même. Je crois d'ailleurs que c'est ainsi que nous faisons, en participant et en aidant les Comités quand leurs positions nous semblent correctes, mais en refusant de les contrôler, de les instrumentaliser. Le " tous ensemble " trouve là son application la plus positive.

Un chômeur C.N.T.-A.I.T. de Caen.

COMMUNIQUE DE PRESSE.

Grains de Pollen
à
Le Combat Syndicaliste

Notre Comité tient à exprimer sa plus vive reconnaissance à tous ceux et toutes celles qui se sont déplacés à Evreux le 2 juin pour nous aider dans notre lutte pour conserver le local de " Grains de Pollen ", en particulier les collectifs de chômeurs de Nantes, Rennes, EDF Barbes, des militants F.A. et C.N.T. Leur action n'a pas été inutile puisque nous avons l'assurance "signée" du maire d'Evreux de conserver notre local et d'être relogés dans de nouveaux locaux ultérieurement. Encore merci à tous, Salutations associatives et de lutte populaire.

Les mandatés pour les relations extérieures, Florence et Daniel.

EN DEHORS DE L'IMPRESSION
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS LEUR
JOURNÉE DE TRAVAIL.

Mais pourquoi le petit caporal s'obstine-t-il à persécuter 0,06% de la population ?

Nous sommes maintenant en 1998, plus de 60 millions de Français estampillés par l'état, 60 millions "avec papiers". Et au 31 Juillet de cette même année, les services de Chevènement, le petit caporal de la république de la gôche plurielle, recensaient 63 593 demandes de régularisation "non-abouties" sur 150 000 dossiers de déposés... les "sans papiers" ! ...les "mauvais étrangers" ! ..."la menace" ! Sachant que, le képi d'humeur estivale, le petit caporal vient de promettre de "régulariser" cet été 15 000 personnes de plus, il demeurera sur le sol de France à l'automne 48 593 "sans papiers", c'est à dire... zéro virgule zéro huit pour cent de la population, moins de un pour mille !

Où est le danger mon caporal ? Où est l'invasion mon caporal ? Où est "toute la misère du monde" comme le gémissait feu Rocard, le p'tit gris de Matignon ?

Que faut-il leur rappeler à vos troupes mon caporal, pour qu'elles cessent de trembler, de suer la peur au ventre en attendant la milice municipale façon FN ? Qu'il y a moins d'étrangers sur le sol Français en 1998 (7,8% de la population "avec papiers") qu'il n'y en avait en 1930 (8,2%) ou même 1970 (7,9%) ? Qu'en 1981, dans l'euphorie de son arrivée au Château, François II, le visiteur de panthéon, avait fait régulariser par Mauroy, son aide de camp, 130 000 des 150 000 "sans papiers" sans faire vaciller le royaume ? Qu'il y a chaque année 120 millions d'étrangers qui pénètrent sur le territoire Français sans que cela ne fasse frémir les cantinières ni la troupe ?

L'Uniforme vous fait tanguer à droite mon caporal ! Vous savez ce

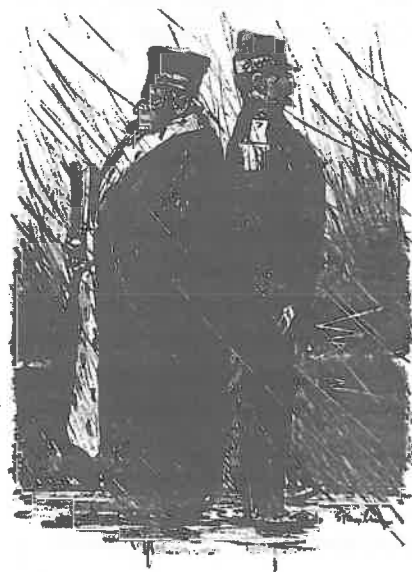
qui augmente mon caporal ? Ce n'est pas le nombre d'étrangers, c'est le nombre de cons qui le croient ! *"La horde barbare, l'invasion islamiste, la Marseillaise qui se berbère, les escaliers qui se trompent d'odeur"*, ce sont des arnaques de Droite mon caporal, pas des mensonges de gauche ! *"Les étrangers dangereux pour l'ordre et la sécurité publique"*, c'est le titre d'un des sketches du clown borgne, pas celui du père spirituel du mouvement des citoyens (avec papiers ? c'est pas précisé !). Les expulsions, les aller simples en avion vers nulle part, vers l'oppression, vers la misère, c'est la république façon Pasqua, le Péponne de la phalange, pas celle de Léon Bloume et Jean Jauresse comme le gronde le dernier des vrais socialistes de Cintegabelle en vous regardant à la télé !

Alors pourquoi tant de bruit pour 0,06 pour cent de "sans papiers" ? Pourquoi faire peur avec rien ? Pourquoi l'entretenir cette peur, la tenir toujours au chaud dans un coin de la télé, et la resservir au journal les jours d'accord avec le patronat ? Pourquoi sonnez-vous la troupe à chaque occupation pendant que vos camarades de régiment, les "verts" et le "P.C.F.", défilent badge à la boutonnière à côté des "sans papiers" ? A quoi jouez-vous mon caporal, vous et vos acolytes ? A préparer le terrain pour les prochaines élections, histoire que la gôche plurielle ratisse plus large encore avec un pied dans la défense des libertés et l'autre dans celle de l'ordre moral ? A occuper les militants de la "jeune gôche remuante", votre pépinière de petit caporaux ? A masquer les vrais problèmes que votre état major nous pose : la destruction du service public et de nos

droits sociaux, la soumission aux lois marchandes, l'accumulation des profits du patronat avec la complicité des élus, la division des exploités ?

Vous avez le cul à droite mon caporal, vous et votre état major ! Votre refrain socialo-républicain n'y change rien. Avec vos jeux pervers, vous fabriquez du racisme, de l'exclusion, de la misère. Votre loi sur l'immigration est une loi honteuse qui trie ses étrangers. Pour avoir un visa ou un titre temporaire de séjour, mieux vaut être européen, étudiant boursier, scientifique reconnu, artiste coopté ou grand malade certifié que simple citoyen du monde. Votre loi sur l'immigration est une loi honteuse qui méprise la vie des gens. Ainsi les visas pourront toujours être refusés aux enfants de français, aux parents d'enfants français, mais ces refus devront être motivés (par quoi ? Par qui ?) Pour les autres, pas même d'explication mon caporal. "Allez! dehors, la trouaille ne discute pas! elle obéit !". La loi Chevènement mon caporal, c'est la loi du tri : celui du bon et du mauvais étranger, du riche et du pauvre, de celui qui a le savoir et celui qui ne l'a pas, celui qui vient d'Europe et celui qui voulait venir d'Afrique. Vous voulez "Changer l'avenir" mon caporal ? Vous n'avez réussi qu'à dégueulasser le présent. Allez Rompez !

Nidal.



Depuis le mois d'avril dernier, deux enquêtes croisées de l'IGAS (Inspection Générale des Affaires sociales) et de la Cour des comptes essayent de tirer au clair la gestion opaque de la première mutuelle étudiante, la MNEF, après qu'une enquête interne de la Mutualité française n'y soit pas parvenue.

La chose paraît en effet très compliquée, vu que la politique de diversification menée depuis 1985, place la MNEF en tête d'une cinquantaine de filiales à participation croisée avec des entreprises privées, telles que la Générale des Eaux ; d'où une gestion qualifiée d'opaque par la Mutualité française, voire de bloquée par le C.E. de la mutuelle.

En fait, parmi les nombreuses activités du groupe MNEF, on trouve des opérations immobilières (résidences universitaires privées), la gestion de sept cafétérias (qui exploitent d'ailleurs du personnel précaire), le financement d'un club de foot à Istre (officiellement pour de la publicité), la gestion de fichiers commerciaux d'étudiants, et d'autres activités, toutes aussi éloignées de la raison d'être de la MNEF, à savoir la gestion du régime étudiant de sécurité sociale pour ses 812 000 affiliés et la couverture complémentaire pour un quart d'entre eux.

Un nouveau rebondissement dans cette affaire complexe a eu lieu le 22 juin dernier avec l'annonce de la démission du Directeur général de la MNEF, artisan principal de la diversification de la mutuelle, Olivier Spithakis. Cette démission intervient alors que le volet politique de l'affaire se révèle au grand jour. Car les remous à l'intérieur de la mutuelle risquent fort de compromettre toute une génération de dirigeants socialistes qui y ont fait leurs débuts.

Là, il convient de faire un petit rappel historique sur la place qu'occupe la MNEF dans le milieu politico-associatif étudiant. Créée en 1948 sur l'impulsion de l'UNEF (seule association étudiante nationale à l'époque), la MNEF gère le régime de la Sécu étudiante, ce qui représente beaucoup d'argent public dans ses caisses, surtout depuis l'explosion des effectifs universitaires à

partir des années 70. La MNEF touche de la CNAM 319 F par étudiant cotisant + 254 millions d'aides publiques, ce qui, en ajoutant les cotisations versées par les affiliés, représente un budget de 470 millions de francs. De ce fait, elle est un enjeu de pouvoir important, car, en avoir le contrôle, signifie palper un peu de tout ce fric qui y transite. La MNEF a de ce fait été le théâtre de joutes politiques entre les différents courants du mouvement étudiant (trotskistes, communistes, socialistes...). Il semble que les vainqueurs de cette guéguerre furent les socialistes, puisque la MNEF finance à hauteur de 750 000 l'UNEF-id (tendance socialiste et un peu trotskiste) sans compter le loyer de son siège social (rue Albert Thomas à Paris). On a également appris qu'elle a fait un don de 300 000 francs à une autre officine du P.S., S.O.S.-Racisme. De plus, le fait que nombre de dirigeants de l'UNEF-id aient été recyclés dans l'administration de la MNEF après leur service dans cette organisation fait de la MNEF un véritable centre de formation pour jeunes loups du P.S. (" la pouponnière du P.S. ", comme l'a dit le secrétaire de la fédération socialiste de Paris, Jean-Marie Le Guen). Et, parmi les gentils poupons, on trouve la quasi-totalité de la direction actuelle du Parti (dont le numéro 2, Cambadélis, ancien président de l'UNEF-id), des conseillers et des membres du gouvernement Jospin ; d'où des sueurs froides pour le Premier ministre qui craint que cette affaire lui pète à la figure.

L'examen de ces faits pose des questions fondamentales. Premièrement, même s'il s'avère que les opérations financières de Spithakis ne tombent pas sous le coup des lois, est-il admissible que l'argent public et les cotisations confiées à la MNEF pour la couver-

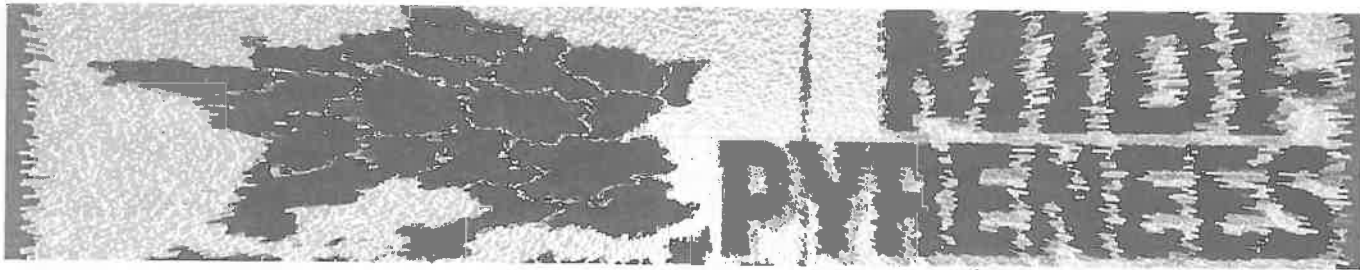
ture sociale soient utilisées à d'autres fins ? Deuxièmement, peut-on déléguer sans contrôle impératif de la base des pouvoirs tels que la gestion de la couverture sociale à des apprentis-politiciens aux dents longues qui se foutent totalement de ce qui ne touche pas à leur future carrière politique ? Le fait que de l'argent public serve à entretenir les futurs serviteurs du patronat et de l'état est tout aussi inacceptable.

Agamemnon de Toulouse.

Note de l'auteur :

Quelques informations complémentaires qui peuvent éclairer votre lanterne : D'après un bruit de couloir de l'Assemblée nationale, rapporté par le Canard Enchaîné du premier juillet 98, les mêmes méthodes de gestion entraînant les mêmes conséquences, la SMEREP, concurrente parisienne de la MNEF, serait aussi dans le collimateur de la Cour des comptes pour les mêmes motifs que la MNEF. De là à penser que la droite aurait aussi sa " pouponnière ", il n'y a qu'un pas...





TARBES : ASSASSINAT D'UN R.M.ISTE

Le 31 août 1998, dans une rue de Tarbes, **Éric Benfatima, coiffé à l'Iroquois, demande une cigarette à Alain Marty, coiffé à la Barthes. La France "championne du monde", la France de "l'intégration par le ballon", la France "patrie des droits de l'homme" continuerait-elle, deux mois après "la coupe", comme le chante la télé, à fraterniser sous toutes les couleurs de peau, à se délepeniser à grandes rasades de bleu-blanc-rouge, des Minguettes à Nouméa, de Vitrioles à Tarbes ?**

Il faut croire que non ! En guise de cigarette, Éric a reçu trois balles : une dans le ventre, une dans l'aine, et la dernière dans la jambe. Alain Marty, avait sans doute des cigarettes, mais surtout il avait un revolver 357 Magnum sous le blouson, et un cerveau de flic sous le crâne. Car Marty est un brigadier de la B.A.C. (Brigade Anti-Criminalité) de Tarbes, un flic en civil quoi, un starsky du dimanche. Et il allait "au boulot" ! Éric, lui, était plus modestement du R.M.I. (Revenu de Misère Indécent). Il n'avait pas de boulot. A Tarbes, ville dirigée par Raymond Erraçarret, maire communiste ayant reconduit un arrêté municipal anti-mendicité, l'effet "coupe du monde" manque de souffle. Par contre, l'effet "gauche républicaine", l'effet "sécurité citoyenne" et "ordre social" lui, ne manque pas d'air.

A Tarbes comme ailleurs, pour une clope, pour une crête sur la tête, pour une gueule d'exclu, pour un air louche de mendiant, on peut se faire assassiner par un flic en civil au nom de la loi, au nom d'un arrêté municipal, au nom des valeurs républicaines. Juste avant de l'abattre, le

flic aurait dit à Éric : "La mendicité est interdite en ville!". Pas l'assassinat ? Mais la république a peur de la misère qu'elle crée. Le journal de la Dépêche du Midi, Jean Jacques Dard, le résume bien dans l'article qu'il rédige le premier septembre. Éric ? "Un S.D.F., âgé environ de 33 ans...touché par une balle"... Le Brigadier Marty ? "il est effondré, marqué au visage, son front saigne encore"... Les témoins ? "des marginaux, amis d'Éric"... Le lieu ? "une rue sombre, peu fréquentée la nuit, si ce n'est des marginaux, la rue du deal"... !

"IL ETAIT COIFFÉ D'UNE CRETE"

Pour l'édition du lendemain, de la "Déresse du Midi", Jean Jacques Dard, revoit un peu la copie : Éric n'est plus S.D.F.... "mais... il a des amis S.D.F. !" même s'il est R.Miste, possède un domicile à Tarbes, et est père de famille. Mais comme le dit le procureur de Tarbes, qu'il cite, "Il était coiffé d'une crête : sa tenue et sa présentation laissant à penser qu'il s'agissait d'un S.D.F. !". Et le policier (en civil) était entouré d'une foule "qui n'apportait aucune assistance au policier". Et à la télévision le soir même, on a la surprise de voir Marty, présenté comme l'auteur malheureux d'une bavure, sortir du commissariat sans menottes, et s'engouffrer en courant dans une voiture de police qui l'attend la porte ouverte.

L'assassinat de Tarbes et la veulerie journalistique qui l'accompagne sont l'exemple même de la réalité de l'ambiance "France - championne du monde de l'intégration". Un petit flic minable, se prenant pour un héros de télé, peut s'estimer en droit de tirer sur quelqu'un au seul prétexte qu'il a "l'air d'un S.D.F.". Et un journaliste, et un pro-

cureur peuvent abonder dans son sens en clamant que la victime ressemblait à un S.D.F., avait des amis S.D.F., et était ce soir là dans une rue de S.D.F.. Ainsi donc, être S.D.F. ou y ressembler est un danger pour la république. Ainsi donc la misère rend-elle suspect, souvent coupable, jusqu'à la mort. Le vendredi 4 septembre, les amis d'Éric ont défilé silencieusement jusqu'à la mairie. Raymond Erraçarret, le maire, a même reçu plusieurs S.D.F. Pour leur faire part de sa compréhension, ou pour leur rappeler le contenu de l'arrêté anti-mendicité ?

La dernière affaire policière jugée récemment donne une petite idée de ce que risquent d'être les suites judiciaires de ce drame. Il y a 2 ans, un soir d'été, dans une banlieue "maudite", une "flikette" mourrait après avoir été renversée par une voiture qui tentait d'échapper à un barrage de police. Vingt minutes plus tard, à quelques mètres de là, un autre flic, "ému" par la mort de sa collègue, tirait dans le dos d'un jeune beur. Le conducteur de la voiture a pris 10 ans de tôle. Le flic lui a pris 2 ans.

UN CLIMAT PROPICE AUX RAMBOS

L'assassinat de Tarbes n'est pas une bavure, n'est pas un fait divers, n'est pas un dysfonctionnement de l'institution policière. Si cet abruti sans uniforme se croit le droit d'arrêter quelqu'un qui lui demande une clope, s'il se croit le droit de lui tirer à trois reprises dessus parce qu'il s'enfuit, c'est que le climat politique et médiatique est plus propice que jamais aux délires des rambos avachis. Les Conneries Républicaines Sécuritaires que Chevènement et ses acolytes annoncent régulièrement à la

Suite en page D

Si "les Comités de Chômeurs ne désarment pas" (voir pages 3 et 4), il en est de nature très différentes. Au cours d'un des débats organisés par la C.N.T.-A.I.T. sur ce sujet, un des fondateurs du Comité de Chômeurs C.G.T. de Montauban est venu apporter son expérience :

Comment a commencé le mouvement de chômeurs à Montauban ?

Jusqu'en janvier 98, il n'y avait rien, j'étais pratiquement seul. Et puis, les gens ont vu à la télé comment ça se passait ailleurs et ils sont venus là-dessus ; ils ont commencé à passer à la C.G.T. Il en venait tous les jours de plus en plus. On a commencé par une petite manif aux Assedics. Ensuite, une copine est arrivée en disant "Maintenant, on va camper, il faut camper" et elle est partie avec deux autres personnes, étendard de la C.G.T. en tête, pour camper devant l'A.N.P.E. Les électriciens C.G.T. ont installé une tente et l'action a vraiment démarré comme ça. En deux ou trois jours, on est arrivé à être une quarantaine de personnes devant l'A.N.P.E. en permanence (pas toujours les mêmes), dont une quinzaine ont pris la carte de la C.G.T. mais sans trop savoir ce qu'est le syndicalisme.

Comment ça fonctionnait, quelles étaient les revendications, qui étaient les membres du Comité ?

Le fonctionnement était simple, on faisait une Assemblée générale tous les matins. En ce qui concerne les revendications, on n'en avait pas de collectives, chacun avait les siennes qui correspondaient aux problèmes qu'il rencontrait personnellement. Mais je crois qu'au fond, ce qui nous réunissait, c'était le ras-le-bol d'être traité comme des moins que rien. Les chômeurs qui venaient n'avaient jamais milité auparavant, n'étaient pas habitués à l'action syndicale, cependant, on avait tous une force physique et morale qui nous a permis de tenir. Par contre, on a vu peu de gens qui ont été adhérents pendant 15 ou 20 ans à la C.G.T. quand ils travaillaient, et qui sont actuellement au chômage. Tout au plus, sont-ils venus une fois ou deux puis ont disparu. Cela m'interroge beaucoup sur la valeur de leur militantisme, d'autant que c'est pareil dans tous les

Comités Chômeurs C.G.T. que je connais en France, sauf celui de Toulouse où il y a une poignée d'anciens qui contrôlent.

Quel a été le rôle de la C.G.T. dans le mouvement ?

La C.G.T. nous a aidés en fournissant le matériel pour faire les tracts, pour manger (les municipaux nous ont offert les repas du midi). Au départ, lors des actions, il y a eu des militants qui sont venus donner un coup de main d'autant plus apprécié que nous n'avions pas l'habitude. Il y a donc eu de la solidarité, de la vraie solidarité chez certains syndicats, comme à la C.G.T.-P.T.T. où les gars se sont sincèrement impliqués à nos côtés. Mais beaucoup d'autres qui venaient, comme ceux d'E.D.F., le faisaient par calcul. Pour eux, on était des petits, et ça se voyait.

Avec le recul, comment analyses-tu les choses maintenant ?

Six mois après, on se rend compte qu'en fait, on n'était pas autonome. Ce qui s'est passé, c'est qu'il n'y avait aucune structure de chômeurs jusque-là, c'était une première expérience pour les gens. Et la C.G.T. a profité de ce fait, on a eu beaucoup de problèmes avec la direction. Un exemple, j'ai appris (bien après) que lors de la première occupation de l'A.N.P.E., la direction de la C.G.T. et A.C.! s'étaient entendus ensemble mais sans nous le dire. Autre chose importante, il faut voir comment le mouvement a été cassé. Le caractère individuel de l'aide d'urgence a joué un rôle essentiel. En effet, à partir du moment où l'aide individuelle a été donnée, il y a des gens qui ne sont venus au Comité que pour ça. Ce qui a renforcé la démarche individualiste au détriment de l'action collective. C'était "chacun son dossier", avec en plus, des chamailleries du genre "pourquoi tu as eu cinq cent balles de plus que moi ?". L'aide individuelle a cassé la dynamique, a fait dégénérer le Comité. Eh bien, ce qu'il faut dire, c'est qu'à l'U.D.-C.G.T., ils étaient

tout à fait d'accord avec la stratégie du pouvoir, avec cette aide, avec son caractère individuel.

De plus, la direction de la C.G.T. nous a usés. Elle nous a poussés à aller de réunion en réunion avec les pouvoirs publics. Au début, on a obtenu la gratuité des transports en commun (5 aller-retours Toulouse - Montauban par mois et dix voyages dans le département) ; à la fin, on discutait sur rien. Et encore, dans le cas des transports, c'est qui a marché, c'est qu'on a un peu coincé le sénateur qui a lâché du lest.

Mais, une des choses qui m'ont le plus choqué, c'est que la C.G.T. a fait passer ses intérêts d'organisation et les intérêts personnels (et familiaux) de ses militants avant l'intérêt des chômeurs, avant le succès de la lutte. Même moi j'ai eu des propositions...

Quelles conclusions en tires-tu ?

En ce qui me concerne, j'ai quitté la C.G.T., ça c'est clair. Je suis allé vers la C.N.T.-A.I.T. en particulier du fait qu'elle est totalement indépendante des partis politiques. Je pense continuer la lutte, avec quelques questions (par exemple, pour les revendications, faut-il demander "un revenu décent pour chacun" ou exiger "la gratuité de tout ce qui est nécessaire pour tous" ?) mais aussi avec quelques certitudes, en particulier qu'il faut désacraliser le travail. En effet, considérer le travail comme quelque chose de sacré permet de culpabiliser les gens qui n'en ont pas. J'ai fait plein de stages A.N.P.E. Ce qu'on t'y inculque, c'est que, si tu n'as pas de travail, c'est de ta faute, c'est que t'es nul. Et cela fait éclater toutes les possibilités d'action collective, ça éclate même, dans le sens négatif, les gens. Le message qu'il faut faire passer, c'est tout le contraire, c'est que le chômage, c'est pas la "faute" des gens, mais bien celle du système !

J.M.F.



A côté de la masse de ceux que l'on peut appeler les "statutaires", la fonction publique compte de plus en plus de précaires : auxiliaires, vacataires, qui sont souvent privés d'acquis qui pourtant semblent évidents. C'est ainsi que depuis des dizaines d'années, à la Mairie de Blagnac, le personnel non titulaire dont la rémunération est assise sur le nombre d'heures réellement effectuées tous les mois n'était pas rétribué le 1er Mai et perdait donc la rémunération correspondant aux heures qu'ils auraient dû réaliser. Et quelques heures de travail payées au SMIC, ce n'est pas négligeable pour des employés souvent à temps partiel.

Aussi, à l'initiative de la section C.N.T., il a été demandé par lettre officielle à M. le maire, lettre signée de tous les syndicats de la collectivité, de corriger cette anomalie. L'intersyndicale s'est appuyée dans ce courrier sur le code du travail prévoyant, pour ce jour férié, un dispositif visant à indemniser les salariés rémunérés sur une base horaire et ayant chômé le 1er Mai (article L 222-6°). Il a été précisé au maire que l'application de la réglementation nous tenait particulièrement à cœur, s'agissant de la date symbolique du 1er Mai et parce qu'elle concernait les agents qui occupent les emplois les plus précaires de la ville. Cette lettre, datée du 1er Mai, a été suivie d'une réponse positive de la mairie le 13 juillet aux différents syndicats, ainsi que d'une note de service à l'attention des chefs de service, visant à établir une liste des agents concernés par ces dispositions. La régularisation du paiement des heures du 1er Mai pour le personnel cité sera effectuée sur la paye de septembre.

En conclusion, il ne faut jamais se résigner, il n'y a pas de fatalisme. On peut créer, en fonction des circonstances locales, le rapport de force approprié pour corriger des injustices inacceptables.

I.

La section C.N.T.-A.I.T. de Blagnac organise vendredi 9 octobre à 20 heures, au Gymnase du Centre (près de la mairie) Blagnac un débat public : L'ANARCHO-SYNDICALISME, PHILOSOPHIE ET TERRAIN.

AUTOUR D'UN CAFE

("AUTOUR D'UN CAFE" CONSTITUE UNE RUBRIQUE RÉGULIÈRE DE "L'INTELLIGENCE DE LA LUTTE" TRACT PÉRIODIQUE DE LA SECTION C.N.T.-A.I.T. DE BLAGNAC).

Raymonde : Bonjour, on peut se parler ?

Robert : Oui, bien sûr, qu'est-ce qui se passe ?

Raymonde : Voilà, c'est simple : ça fait trois ans que je travaille pour la Mairie de Blagnac. J'avais commencé par des vacances ici et là, quelques heures de ménage aussi...

Robert : Des contrats de remplacement peut-être ?

Raymonde : ... Oui et non, enfin... des heures payées au coup par coup le mois suivant. Les seuls contrats que j'ai eu étaient saisonniers, l'été. Après, j'ai fait de plus en plus d'heures régulières durant l'année pour des nettoyages, dans les écoles surtout, et même de l'administration...

Robert : Des heures contractuelles aussi dans l'administration ?

Raymonde : Oui, oui, du classement, tri de papiers, enregistrements, photocopies, bref, ce que les titulaires n'ont pas le temps de faire. Enfin... il y a sept ou huit mois, j'avais eu un contrat de six mois sur un poste administratif régulier. Un responsable m'avait dit que je pourrais être nommée si un emploi était créé...

Robert : Tu dis que ce poste était permanent : l'emploi en question devait déjà exister...

Raymonde : Je ne sais pas. En tout cas, à la fin des six mois je n'ai pas été recrutée, mais mon contrat a été refait pour trois mois cette fois ! C'était pareil pour une copine. Ensuite, elle n'a plus été reprise... ni

recrutée... et quelqu'un d'autre a continué comme elle à sa place. Elle est partie ailleurs, au chômage. Moi je souhaite rester. Avec mes enfants et mon mari qui n'a plus que des petits boulots lui aussi, c'est dur. J'en ai vraiment marre de galérer sans espoir, de ne pas savoir ce qui va arriver demain ! Et en plus, avec tout le boulot qu'on fait ici, on n'a même pas la prime comme les autres ! ...

Robert : Tu n'es pas le premier agent, ni le seul à devoir supporter cette précarité. C'est vrai qu'il est difficile de se faire entendre seul. Il vaut peut-être mieux voir ça avec d'autres qui sont dans le même genre de cas. Après tout, toutes ces heures en permanence renouvelées montrent bien, comme les heures supplémentaires et autres cumuls, que les effectifs que nous sommes ne sont pas aussi suffisants qu'on veut nous le faire croire, surtout par rapport à la qualité des services à assurer. O.K., on se retrouve ensemble pour y voir plus clair, nous pourrions mieux faire apparaître l'étendue de la situation à plusieurs, non ?

Raymonde : Peut-être... Bon d'accord, on se retrouve avec d'autres. Alors, à bientôt...

R. & R.

TOULOUSE : DEBAT A BATONS ROMPUS

Le premier vendredi de chaque mois, le CDES organise un débat public, à 20 h. 30, 7 rue St Rémesy, Toulouse. Le prochain aura lieu le vendredi 2 octobre et aura pour thème : Prison - incarcération.

Avec la présence de Nick Lataule de Bordeaux (sous réserve).
Entrée libre.

Suite de la page A

télé, les reportages lénifiants sur l'"horreur du monde des exclus", sur "l'insécurité grandissante en même temps que la misère", sur le courage des flics et la nécessité d'une police encore plus armée et encore plus présente, tout ce discours à la fois sécuritaire et d'exclusion fabrique de la trouille, de la haine. Éric est mort de cela. De la trouille de cette vieille république à bout de souffle, frileuse et avare, emmitoufflée dans son drapeau, la trouille de se faire voler son petit pécule, la trouille de se faire mordre par la misère qu'elle enfante. Éric est mort de cela. De la haine de cette vieille république pour tout ce qui ne lui ressemble pas, pour tout ce qui ne lui obéit pas, la haine de l'autre, la haine des autres.

E.E.

LES FAITS

Le 31 août 1998, vers 20 h 45, devant un bureau de tabac de Tarbes, Eric Benfatima demande simplement une cigarette aux passants. L'un d'eux, Alain Marty, policier de la B.A.C., en civil et hors service, non seulement refuse mais rétorque que la mendicité est interdite. Une altercation débute. Marty tente de bloquer Eric en lui serrant le cou. Ce dernier réussit à se dégager. S'en suit alors une course poursuite. Quelques secondes après, les témoins entendent trois coups de feu mais pas de sommation. Acculé dans une impasse, Eric s'effondre.

A 22 h 30, son corps gît toujours sur le sol en chien de fusil sur le sol.

Pour sa défense Marty laisse entendre qu'il a eu peur car il faisait "noir, si noir". Il n'était pourtant au maximum que 21 heures, en fin août. Il indique également n'avoir tiré qu'une fois sur Eric. Pourtant Libé du 5 sept. souligne que celui-ci "a été tué de trois balles".

Agé de 31 ans, Eric Benfatima, après avoir été travailleur précaire venait de tomber au R.M.I. Il était père de deux enfants : une fillette d'une douzaine d'années et un bébé de 15 mois.

Jeudi 22 octobre à 14h30, les 3 militants de " Stop Golfech ", qui avaient occupé une tour de refroidissement de la centrale nucléaire de Golfech en mai 1996, vous invitent à venir les soutenir au tribunal de Toulouse, où ils seront jugés en appel, après leur condamnation au tribunal de Montauban.

A Golfech, il y a toujours du nouveau : des amibes se développent dans les circuits en inox des condensateurs de vapeur, et se retrouvent dans la Garonne. A cause de risques de méningite, EDF, à la pointe du progrès, soigne le mal par le mal, et désinfecte sa centrale par injection massive de chlore, qui tue certes les amibes, mais attaque au passage l'inox des circuits de refroidissement, et dont les dérivés se retrouvent... dans la Garonne.

Si vous n'êtes pas de ceux qui croient que, comme m'a dit un jour un permanent d'une grande centrale syndicale (peut-être un peu mou du bulbe), "si c'était dangereux, les centrales nucléaires, il y a longtemps que les syndicats l'auraient dénoncé", venez soutenir "Stop Golfech" à Toulouse.

MINISTERE DE LA FOUTAISE

Il faut privilégier l'accès à un emploi pour les plus défavorisés ("les plus coupés du monde du travail", "les plus emmerdés pour trouver un job du fait que leur bagage est mince", "échec scolaire...") qu'elle a dit l'Aubry.

Et bien sûr, l'Etat s'engage à montrer l'exemple. Dans mon ministère où que je turbine, ministè-

re de la foutaise, que j'y ai baptisé, il y a eu récemment des postes ouverts aux concours externes, postes visant justement les "basses catégories"⁽¹⁾ (ce qui devient plutôt rare du fait de la suppression des dits postes).

Dans ma p'tite tête, je me suis dit, v'là une occas pour certains. Eh ben non, j'ai tout faux. Sur une centaine de postulants pour quatre postes, les heureux retenus sont bardés de diplômes bien supérieurs au niveau requis pour les fonctions à assurer. Les autres, j'sais pas où ils sont passés. Comprend qui peut ! A suivre.

Jules.

(1) Postes A.G.T. : Agent technique, niveau requis C.A.P., agent chargé de la mise en oeuvre sur de Mandé ou en lien avec un supérieur (technicien).

LE BILLET DE GEORGES

La politique de la gauche est conçue pour faire de la ségrégation sociale. Un exemple. Les spéculateurs immobiliers louent les appartements aux gens qui ont du fric. Ceux qui sont handicapés, fauchés... n'y ont pas droit. Dans leurs parlote, ils parlent un langage évangélique. Puis, comme ils ont bien parlé de l'exclusion, ils endorment et anesthésient les gens ... et des logements restent vides. C'est pareil quand ils parlent de lutter contre la montée du F.N., ce sont eux qui le font monter, alors, qu'ils ne viennent pas dire que c'est le peuple ! Et en plus, ils vont faire maintenant de l'instruction civique dans les exemples. Qu'ils commencent par donner l'exemple.

Georges.

POUR NOUS CONTACTER :

Secrétariat régional :

CNT-AIT 7, rue St REMESY 31000

Téléphone & Fax : 05 61 52 86 48

Pour venir nous rencontrer, discuter, consulter la bibliothèque du CDES ou participer au luttes en cours :

Permanences, réunions publiques à Toulouse: CNT, Jeunes Libertaires, CDES tous les samedis de 17 à 19 heures au 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).

ABONNEMENT UN AN :

Normal : 50 francs; de soutien : 100 francs ou plus.

A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse

Vouloir faire croire qu'on est membre de l'A.I.T. alors qu'on ne l'est pas est manifestement une activité à la mode dans certains courants réformistes ou politiciens.

Il est facile de comprendre le but de cette manœuvre : en se camouflant derrière cette référence historique et militante incontestée, ils espèrent faire mieux avaler aux travailleurs leur pilule, celle de la soumission et de la compromission. Ils espèrent probablement aussi, grâce à la confusion qu'ils provoquent, discréditer par leurs actions l'anarcho-syndicalisme.

L'Association Internationale des Travailleurs, qui se développe sans faire de compromis avec l'état et le patronat, vient clairement de rappeler que des groupes comme la "C.N.T. de la rue des Vignoles" en France ou la C.G.T. en Espagne (deux organisations décidément très "amies" entre elles) n'avaient rien à voir avec l'A.I.T. et que toute utilisation par ces groupes de son sigle constituait une usurpation.

"LOS GUARDIAS UNIDOS, JAMAS SERAN VENCIDOS" (C.G.T.¹)

Il est clair en effet -ou il devrait être clair pour tous les libertaires- que des groupes qui se présentent aux élections professionnelles ou qui soutiennent activement le "syndicalisme" policier ne peuvent en aucun cas se réclamer du mouvement anarcho-syndicaliste. Sur ce dernier point, le secrétariat de l'A.I.T. vient d'apporter de nouvelles précisions. On savait déjà que la C.G.T. espagnole syndiquait des flics municipaux. Elle vient de s'illustrer brillamment en apportant tout son soutien à des flics en grève. La scène se passe à Jerez (province de Cadix) en mai 98. Une course de moto, genre grand prix, doit y avoir lieu et on prévoit un afflux de motards. Prenant prétexte de la mauvaise réputation dont elle crédite les motards, la police municipale exige une prime (de risque ?) et le paiement d'heures supplémentaires. Le maire ne veut pas. Il s'en suit une

grève, soutenue par le parti socialiste, le parti communiste et leurs alliés syndicaux, à savoir, les Commissions ouvrières, l'U.G.T., le S.I.P., et la petite C.G.T. Le 6 mai, ces syndicats organisent une manifestation en ville au cris de "los guardias unidos, jamas seran vencidos" (les flics unis, ne seront jamais vaincus), "somos policias, no somos delincuentes" (Nous sommes des flics, pas des délinquants), "Jerez, tu policia esta contigo" (Jerez, ta police est avec toi) et autres gracieusetés que seule la C.G.T. et ses complices internationaux peuvent avoir le culot de qualifier d'anarcho-syndicaliste ! Le comble est atteint le lendemain 7 mai quand le leader des employés municipaux C.G.T. de Jerez, le camarade José Garcia Gonzalez, menace de se mettre en grève de la

faim pour soutenir ses copains-flics. Finalement, tout rentre dans l'ordre, et le 11 mai, le maire négocie avec les grévistes. La C.G.T. qui se sent manifestement l'âme très policière se fend tout de même le 12 mai d'un communiqué de solidarité avec les ex-grévistes, accusant le maire d'avoir, au cours du conflit, "mis gravement en cause leur dignité en tant que travailleurs et leur professionnalisme en tant que policiers". Ainsi s'achève l'affaire de Jerez.

Au delà de ces pratiques affligeantes, ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il existe actuellement tout un ensemble d'organisations qui, avec de beaux discours, se positionnent pour assurer le contrôle du mouvement social européen que les organisations traditionnelles (en particulier les confédérations syndicales) ne sont

plus en mesure d'assurer. Le récent mouvement des chômeurs en France, celui des sans-papiers, des mouvements similaires dans toute l'Europe, sont en effet des signes d'une possible renaissance de luttes autonomes. Il y a pour le capitalisme et pour l'état nécessité de museler ces mouvements, de les mettre sous la coupe d'organisations "responsables". Après avoir usé jusqu'à la corde les F.O., C.G.T. (française), C.F.D.T. et leurs équivalents européens, la tendance est maintenant à mettre en avant des organisations "d'extrême-gauche," qui, sous un vernis "alternatif", "libertaire", "anti-libéral", "anarcho-syndicaliste" s'il le faut, sont destinées à jouer le même rôle. Ce sont ces organisations que l'on retrouve par exemple en ce moment dans une série de rencontres alternatives internationales, montées à grands coups de millions, à Lisbonne² (Exposition internationale oblige), à Rome et à San Francisco. Sous prétexte de réfléchir contre "l'exclusion", on s'y livre à un savant spectacle médiatique. L'A.I.T. dénonce avec énergie toutes ces manœuvres. Les travailleurs ne doivent pas être dupes. Ceux qui s'allient aux forces répressives de l'état, qui collaborent électoralement avec le capitalisme, ceux qui répriment les exploités n'ont rien de commun avec nous.

Secrétariat international de la C.N.T.
(d'après des informations de l'A.I.T.)

¹Il s'agit de la Confederacion General del Trabajo, une organisation scissionniste de la C.N.T., qui continue, contre toute évidence, à se prétendre anarcho-syndicaliste.

²On y retrouve par exemple la S.A.C. suédoise, S.U.D. (France) et divers autres mouvements "syndicaux" noyautés par des partis politiques dans ce genre de conférences.

Les journalistes sont-ils serviteurs des grands de ce monde, ou nouveaux chiens de garde du capitalisme ?

On parle de liberté d'expression, de démocratie ; mais le journaliste, le diffuseur de l'information, n'est-il pas dépendant de son rédacteur en chef, son audimat, sa précarité, sa concurrence, ses pistons ?... En fait, il est seulement libre de se croire puissant et de se vendre aux seigneurs du capitalisme. Il est l'illusion d'un "contre-pouvoir".

L'information n'est qu'un produit dans le grand supermarché du capitalisme : elle s'achète, se vend et se jette dès qu'elle cesse d'être rentable !

Et bien sûr, la fonction des quotidiens, des hebdomadaires, des radios et des télévisions est de battre le même tambour avec les mêmes arguments, qu'ils présentent à l'électeur-consommateur. Par exemple, pour Maastricht, il fallait faire bloc pour la réalisation de l'Europe monétaire et "moderne". Pour cela, il suffisait de donner la parole à ceux qui la détenaient déjà dans une presse vendue aux pro-Maastricht.

Et croire à un complot de nos dirigeants, à l'existence d'une grande machine de censure, c'est faire fausse route et ranger les journalistes dans le camp des victimes. Les grands de ce monde n'ont même pas besoin de contrôler l'information, elle leur appartient. Les journalistes font partie des grandes vedettes, ils ne font que défendre les intérêts de leur caste. Et cela ne cesse de croître, car les médias dépendent de plus en plus de grands groupes industriels comme Bouygues, Havas, Matra-Hachette,...

Ainsi, ils scandent à l'unisson cette idéologie qu'ils proclament vérité, leur idéologie, celle des décideurs. Et au service de leurs intérêts, du capital international, ils qualifient ce monde virtuel, sorti du petit écran, de "meilleur des mondes".

D'ailleurs, Serge Halimi

cite Pierre Bourdieu, qui parle, dans son livre Sur la télévision, d'une information basée sur "le fait divers qui fait diversion", c'est à dire qu'elle contribue à l'élaboration de la pensée unique, façonnée par les Institutions, le Patronat et les sbires du Capital et de l'Etat.

Pour comble, les journalistes, qui ne cessent de chanter l'ordre établi, voudraient que l'on célèbre leur courage, leur soif d'infos à n'importe quel prix. C'est pourquoi de temps à autre, une Christine Okrent ou un PPDA se retrouvent pour pleurer les dizaines de "confrères" qui, chaque année, sont tués par une balle perdue en Colombie ou dans une explosion en Irak "dans l'exercice de leurs fonctions" (autrement dit pour une image qu'ils braderont quelques clopinettes sur le marché de l'info). Quelle hypocrisie ! Comment les complices de l'ordre établi qui génère des génocides et fabrique des bombes peuvent-ils, dans la plus grande impunité, se prétendre au service de la liberté d'expression ?

Mais la loi du silence se craquelle, il est temps de lever le voile sur ces journalistes-vedettes aux salaires de nabab, tout droit calqués sur le modèle des États-Unis.

D'ailleurs, en novembre-décembre 95, la machine médiatique tenta, comme de coutume, d'utiliser toutes ses cartes. Devant le "grand sursaut populaire", les grands éditorialistes entonnèrent le même son de cloche : on a présenté les entreprises comme les grandes victimes, que l'on se devait de plaindre : les pauvres frôlaient la faillite ! On a parlé de crise, de catastrophe pour l'économie française... Mais, à l'arrogance du pognon, au mépris des exploités du pouvoir, les salariés répondaient par de nouveaux mouvements de lutte, de nouvelles grèves, et semblaient même décidés à dénoncer l'avènement de cette société du spectacle.

Le gavage médiatique ne fonctionnait plus.

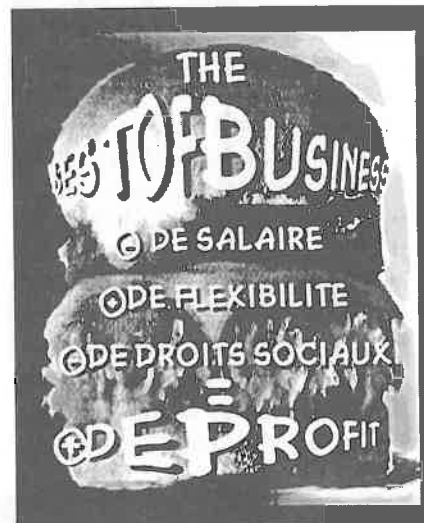
Car tous ces oligarques de l'information ont le monopole de l'expression médiatique. Ils sont d'ailleurs très peu à concentrer le pouvoir, à constituer cette caste aux privilèges et salaires exorbitants, alors que la profession recense un taux de chômage impressionnant. Eh bien, cette poignée de "médioocrates" a droit de vie ou de mort sur les milliers d'auteurs, d'artistes de ce monde. Ce sont les présentateurs télé qui invitent qui ils veulent, quand ils veulent, pour faire entendre le battement de tambour nécessaire à la pérennité de l'ordre établi, ce qui leur garantit de monter sur un piédestal, celui du pouvoir.

Mais cette oligarchie, cette machine à propagande de la pensée unique, cette caste de dirigeants, perd tous les jours de sa crédibilité ; les gens ne lisent plus les journaux de la pensée unique, ils ne prêtent plus attention à l'appauvrissement du débat public. Une nouvelle forme de résistance est en train de naître : celle de la lucidité.

Floyra

LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE, de Serge HALIMI.

Ed. : Le Seuil, LIBER-RAISONS D'AGIR, Paris, 1997, 30,00 F.



Un peu d'instruction civique officielle

Nous vivons en France dans un système politique où l'autorité émane du peuple : c'est une démocratie. Ce système est administré par un gouvernement dans lequel le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire d'élus (pour légiférer et exécuter) : c'est un régime républicain.

Tous les habitants enregistrés comme membres de la communauté politique à leur naissance dans ce pays, ou naturalisés, sont des citoyens français.

La constitution républicaine de 1958 est le texte qui formalise tout cela.

Tout le monde le sait, mais ça ne mange pas de pain de le redire.

Comme tout le monde sait que tous les citoyens, dans ce système démocratique de droit où tout tend à être légiféré, ont les mêmes droits politiques, ainsi que les mêmes devoirs. Les droits sont ici l'accès libre à la propriété privée. Les devoirs sont le paiement de l'impôt en argent et en nature.

Auxquels s'ajoutent le droit de vote et le devoir d'en faire usage.

Un peu d'instruction moins civique qu'il n'y paraît

Bien. Tout cela date grosso modo de 1789 et des brouilles, c'est-à-dire le temps qu'il a fallu à la bourgeoisie pour conquérir son émancipation politique.

La bourgeoisie occupe le terrain conquis en entretenant un système de domination de quelques-uns sur tous, et d'exploitation de tous par quelques-uns. Sa domination est consentie par le vote. Notre exploitation est la conséquence de la propriété privée des moyens de production, propriété de la classe dominante. Les outils des vieux conquérants sont donc l'Etat et le Capital.

Ainsi, l'émancipation poli-

tique de la bourgeoisie n'est pas du tout l'émancipation de tous, mais bien l'émancipation d'une seule classe sociale, celle qui nous domine, celle qui nous exploite. Le peuple dans ce contexte, n'est en fait que le terme dont s'affuble la bourgeoisie pour (se) persuader de son universalité. Et pour faire un peu de poésie, tous les individus n'appartenant pas à la classe sociale dominante et possédante, même s'ils en sont les concitoyens, "c'est la Crapule" (Rimbaud, Le forgeron).

Un peu d'instruction politique

Pour légitimer sa fonction, toute organisation politique de domination use d'un postulat : parce que cette organisation est l'unique bonne et naturelle, il y a toujours un ennemi corrompu qui la guette sournoisement pour l'abattre. L'essence divine d'un monarque à l'ancienne (Louis XIV), l'essence de droit d'un état moderne (représenté par Mitterrand), en passant par l'essence morale d'un autocrate (Pétain), voilà du naturel. Le bloc soviétique, voilà un vrai corrupteur corrompu qui tente de détruire la communauté des citoyens. Ce ne sont que des mythes, mais ils sont acceptés, entérinés, partagés ; ils sont partie intégrante d'une culture nationale.

Mais le rideau de fer a fondu.

" Dans ce nouveau contexte géopolitique, une notion fondamentale paraît sérieusement brouillée : celle de l'adversaire, de la menace, du danger. Ce concept a vu sa signification s'altérer sans que l'on sache désormais qui il désigne exactement. Qui est l'ennemi ? Quel est le péril dominant ? Qui en est le vecteur ? Ces questions auxquelles l'Occident a, pendant soixante-dix ans, toujours répondu "le communisme", "l'URSS", restent désormais sans réponse claire. Or, ces réponses demeurent fondamentales et structurantes pour tout régime politique, et en particulier pour le

régime démocratique. Elles conditionnent la définition d'un système de sécurité capable de se préserver et de prévenir les crises. Elles lui permettent surtout, de construire un discours sur sa propre identité."
Ignacio Ramonet, *Géopolitique du chaos*.

Pour se maintenir en place, tout système démocratique doit faire preuve de dynamisme et se perfectionner sans cesse. Il le fait à l'aide de réformes. C'est pourquoi, dans l'absolu, la social-démocratie est la mieux adaptée à maintenir la cohésion nationale. En d'autres termes, elle est capable de masquer totalement la nature de classe de l'Etat et la guerre de classe que nous mène la bourgeoisie, en intégrant les ouvriers dans l'Etat sans pour autant user d'autoritarisme musclé. Mais les socialistes français de ces dernières années ont déçu de ce point de vue.

Nous sommes donc aujourd'hui dans la situation où la classe dominante et possédante se trouve dépourvue d'un objectif guerrier précis vers lequel elle pourrait canaliser les énergies (citoyennes) dans un même élan. Les républicains (la bourgeoisie et ses alliés) vont le lui fournir. Ce sera la menace fasciste.

Par ailleurs, l'incapacité des potentats socialistes à opérer les réformes nécessaires pour faire accepter les mutations du capitalisme, va avoir pour conséquence le réveil de forces politiques démocrates progressistes dont l'argument est l'antilibéralisme économique. Deux textes pourraient symboliser l'essence de cette nouvelle dynamique, d'une part "L'appel des 250" paru dans Politis dans les années 80 et d'autre part "Nous sommes la gauche parce que nous la faisons" paru dans Action récemment. Ces deux textes appellent tout le monde (dominants et dominés, exploités et exploités) à lutter ensemble contre le fascisme pour le premier et, pour le second, à soutenir, par le vote, la gauche "parce qu'elle a besoin de nous, de nouvelles formes

de citoyenneté que nous avons inventées là où elle a manqué d'imagination, et des exigences que nous formulons là où elle s'est tue. Si la gauche officielle ne le veut pas, nous ferons tout pour l'obliger à le vouloir, parce que nous sommes une opposition réelle."

Ainsi l'opposition au parti politique d'idéologie fasciste le plus important aujourd'hui (le Front National) réunira dans un front commun toutes les tendances républicaines de l'extrême-gauche à la droite modérée. L'antilibéralisme réunira surtout des organisations politiques et syndicales qui depuis longtemps maintenant sont des alliées de la bourgeoisie, soit par la pratique de la collaboration de classes, soit par la participation active au maintien de la paix sociale, et des associations nouvelle façon, "politisées", "porte-paroles". On trouve aussi de plus en plus d'individus lassés des organisations et partis traditionnels et qui forment des groupes qui se revendiquent comme citoyens.

Le phénix de la politique -la social-démocratie-

Tous les terrains d'activité sociale encore récemment réservés aux associations humanitaires sont maintenant investis par ces démocrates : de la prise en charge des sans-logis à celle des sans-papier. Tous ces terrains sont des terrains d'urgence. Il faut agir sans délai. Et parce que la démocratie affirme l'égalité en droit de tous, elle ne peut supporter l'inégalité sociale trop flagrante. Ainsi, puisqu'il s'agit d'actes en faveur de la démocratie, occuper des logements vides ou exiger des papiers pour tous ou un revenu social pour tous apparaissent comme des combats nécessairement justes. Tout citoyen est donc à même de le comprendre.

L'urgence de ces actions permet d'occulter en permanence les raisons de tant d'inégalités sociales. Mais ces nouveaux politiques et nouveaux économistes,

ceux qui, citoyens s'adressant aux citoyens, nous parlent de "solidarité sociale" et de "partage du travail" ne veulent pas aborder ces raisons, car le faire c'est remettre en question non pas l'antirépublicanisme, mais l'Etat, non pas le libéralisme économique, mais le Capital. Le fait que nous ayons obligation d'appartenir à une nation, que nous devions justifier de notre existence administrative, sous forme de pièces d'identité, de casier judiciaire, de fiche d'état civil, de passeport, n'est jamais dénoncé. Le fait que nous ayons à subir les métamorphoses du capitalisme, et que nous soyons contraints au travail n'est pas dénoncé. Bien au contraire au nom de la citoyenneté, il faut du travail pour tous. Le fait que des logements vides soient occupés, alors que c'est une remise en cause de la propriété privée, est présenté comme un droit. Etc. Il s'agit encore et toujours d'émancipation politique. Pas de l'émancipation de tous. Il s'agit encore et toujours de la nécessaire intégration de tous dans la démocratie, soit de l'acceptation par tous d'un système de domination d'une classe et de l'exploitation d'une autre. Toutes les luttes peuvent ainsi être absorbées dans la social-démocratie en recomposition.

Car, par-delà l'éventuelle obtention de la revendication, à quoi servent ces appels à rassemblements citoyens réclamant l'égalité des droits pour tous ? A aller vers l'émancipation de tous ? Non. Simplement vers un perfectionnement de la machine démocratique. Quelle est la revendication fondamentale ? Rétablir un régime républicain incontestable et incontesté. Et tous les initiateurs de ces rassemblements, de ces causes à défendre, veulent y participer, là où ils sont.

"(...) aucun Etat, si démocratique que soient ses formes, voire la république politique la plus rouge, populaire uniquement au sens de ce mensonge connu sous le nom de représentation du peuple, n'est en

mesure de donner à celui-ci ce dont il a besoin, c'est-à-dire la libre organisation de ses propres intérêts, de bas en haut, sans aucune immixtion, tutelle ou contrainte d'en haut, parce que tout Etat, même le plus républicain et le plus démocratique, même pseudo-populaire comme l'Etat imaginé par Monsieur Marx, n'est pas autre chose, dans son essence, que le gouvernement des masses de haut en bas par une minorité savante et par cela même privilégiée, soit disant comprenant mieux les véritables intérêts du peuple que le peuple lui-même." Bakounine, Etatismes et anarchisme.

Démocratie & citoyenneté

Résumons-nous. Nous vivons dans une démocratie où nous choisissons nos maîtres et où patrons et ouvriers ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Nous sommes tous citoyens (sauf les étrangers régularisés ou non, bien sûr). Ce système est perfectible. Preuve : tandis que le Capital peaufine sa dernière transformation, l'Etat en France s'appête à subir un lifting. Un *monde idéal* se profile : du travail pour tous, de temps en temps, au gré des affaires du patron, des logements pour tous, gaz et eau à tous les étages (exit les nomades et les voyageurs apparemment), de la nourriture pour tous, quelqu'en soit la qualité, un pécule de bas pour tous sans doute pour pouvoir se payer une boisson pendant les retransmissions de coupes du monde de football. Alors on pourra une fois de plus défiler par centaines de mille dans les rues des grandes villes françaises, en brandissant des drapeaux bleu-blanc-rouge, et en chantant la Marseillaise.

Sauf que

*" - Puis, tu peux y compter, tu te feras des frais
Avec tes hommes noirs, qui prennent nos requêtes*

Pour se les renvoyer comme sur des
raquettes

Et, tout bas, les malins ! se disent :
"qu'ils sont sots !"

Pour mitonner des lois, coller de
petits pots

Pleins de jolis décrets roses et de
droguailles,

S'amuser à couper proprement
quelques tailles,

Puis se boucher le nez quand nous
marchons près d'eux.

- Nos doux représentants qui nous
trouvent crasseux !

Pour ne rien redouter, rien que les
baïonnettes ...

C'est très bien. Foin de leur taba-
tière à sornettes !

Nous en avons assez, là, de ces cer-
veaux plats

Que tu nous sers, bourgeois, quand
nous sommes féroces,

Quand nous brisons déjà les
sceptres et les crosses ! ... "

Arthur Rimbaud (Le forgeron,
Palais des Tuileries le 10 août
1892)

L. Militante C.N.T.-A.I.T. Marseille



N°1 : La Charte de Paris, Déclaration de principes de l'A.I.T., Anarchisme et anar-
cho-syndicalisme (Rapport de Pierre Besnard au Congrès anarchiste international
de 1937).

N°2 : Du syndicalisme révolutionnaire à la Révolution, par René Villard.

N°3 : L'idée des soviets, par Pano Vassiliev.

N°4 : C.N.T. et antimilitarisme.

N°5 : Réflexion sur le chômage par le Syndicat des chômeurs CNT-AIT de Caen.

N°6 : Le monde nouveau, par Pierre Besnard (1ère partie).

N°7 : Le monde nouveau (2ème partie).

N°8 : Anarcho-syndicalisme et autonomie populaire.

N°9 : La pensée politique d'Albert Camus par Marin Progreso.

N°10 : A propos des institutions représentatives du personnel.

N°11 : De la récupération politique dans les mouvements étudiants par la
CLE/CNT de Pau.

N°12 : Le revenu social minimum garanti par le syndicat des chômeurs CNT-AIT
de Caen.

N°13 : L'action directe par Emile Pouget.

N°14 : Espagne libertaire par André et Doris Prudhommeaux.

N°15 : Le sabotage par Emile Pouget.

N°16 : Espagne 1936 : révolution autogestionnaire.

N°17 : Des origines à nos jours, notre place dans le mouvement ouvrier par Xavier
Frolan.

N°18 : De la Première internationale à l'Association internationale des tra-
vailleurs par Antoine Castel.

N°19 : Suède : La S.A.C. et le réformisme libertaire, par les Amis de l'AIT en
Suisse.

N°20 : Le guide de l'arrêté par la PADI

N°21 : Fascisme et travail par le Syndicat intercorporatif CNT-AIT de Marseille.

N°22 : Les anarchistes : ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas par Sébastien Faure.
Des revendications à l'Utopie. Techniques de lutte.

N°23 : Quelques remarques sur le présent et le futur. Mouvements sociaux et sub-
ventions ; les bourses du travail. Argentine : anarchisme ouvrier contre syndica-
lisme révolutionnaire. 1919 : la semaine tragique. (Articles tirés de "L'Affranchi",
revue des Amis de l'AIT en Suisse).

N°24 : De la doctrine à l'action : l'anarcho-syndicalisme, des origines à nos jours
par Rudolf Rocker (1ère partie).

N°25 : De la doctrine à l'action (2ème partie).

N°26 : Immigration : réponses aux mensonges racistes par le Syndicat intercor-
poratif CNT-AIT du Doubs

N°27 : Répression de l'anarchisme en Russie soviétique par le Groupe des anar-
chistes russe exilés en Allemagne, traduction de Voline en 1923.

N°28 : Les prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent par le
Syndicat intercorporatif CNT-AIT du Doubs.

N°29 : Les anarchistes espagnols et la résistance. Fascisme et religions : quelques
rappels. Les E.S.R.I. : quand les étudiants "inventèrent" le syndicalisme révolu-
tionnaire. (Articles tirés de "L'Affranchi", revue des Amis de l'AIT en Suisse).

N°30 : La Commune de Paris vue par des anarchistes (1870-1930) par J.D. de
l'Union locale CNT-AIT de Perpignan.

N°32 : Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie (Extraits) par Grigoroff
Balkanski.

N°33 : La C.N.T. en Mai 68, par un militant de la CNT-AIT de Toulouse.

N°34 : Flexibilité et précarité par l'Union locale CNT-AIT de Marseille.

Les Cahiers de l'Anarcho-syndicalisme sont édités par l'Union régionale
Normandie-Bretagne de la CNT-AIT. Chaque brochure est vendue au prix de
10 francs. Pour toute commande : CNT - AIT, Boite postale 2010, 14089
Caen Cedex 6.

"Je voudrais que chaque travailleur de Mac Donald se dresse pour défendre ses droits. C'est pour cela que je soutiens cette campagne à 100%. De cette façon, la mort de Mark n'aura pas été vaine."

Maureen Hopkins

IVème journée mondiale de solidarité avec les travailleurs de Mac Donald's 10 octobre 1998

Le 12 Octobre 1992, Marc Hopkins, travailleur précaire, mourrait électrocuté lors de son service au Mac Donald's de Manchester. A la suite de cette mort, un groupe de soutien aux travailleurs de "L'oncle Donald" a été créé en 1994, par des militants de la SOLFED (Section Anglaise de l'Association Internationale des Travailleurs) et des anarchistes du Colin Roach Center. Leurs revendications concernaient les conditions de travail, l'exploitation, la précarité et le droit syndical. C'est ce groupe qui a lancé en 1995 la première journée mondiale de solidarité avec les travailleurs de Mc Do. Ce groupe a cessé d'exister depuis, et en 1996 la SOLFED a repris l'idée à son compte. Elle fixe la date de la journée mondiale lors d'un week-end proche de l'anniversaire du décès de Marc Hopkins.

Mais qui est l'Oncle Donald ? L'histoire de McDonald's est, pour tout "libéral", exemplaire. En un peu plus de quarante ans, une petite entreprise familiale est devenue la plus grosse boîte de restauration du monde. Elle a aujourd'hui plus de 14 000 filiales et un chiffre d'affaires de 26 milliards de dollars par an. Vingt cinq mille salariés en France (autant qu'Axa-UAP, le géant mondial de l'assurance), 7,1 milliards de francs de chiffre d'affaires et cela 13 ans seulement après l'arrivée de la marque dans l'hexagone. Le système McDo, basé sur le "profit à tout prix", la flexibilité et la précarité, symbolise la tendance ultra-libérale du capitalisme de cette fin de siècle. L'image que l'entreprise cherche à donner d'elle-même, à travers le milliard de dollars qu'elle dépense en publicité, est celle d'une entreprise humaniste dans le meilleur des mondes.

Pourtant à y regarder de plus près la réalité est toute autre. Dans cette méga entreprise, les salaires sont très bas. De plus, Mc Donald's ne rémunère pas les heures supplémentaires et ce quelque soit le nombre d'heures (5% des travailleurs McDo de Londres font plus de 39 heures par semaine, parfois jusqu'à 50 heures). La politique de profits élevés implique également un manque de personnel. Ainsi les employés doivent travailler plus dur et plus vite et, par conséquent, les accidents sont plus fréquents. Par ailleurs, les deux tiers du personnel ont moins de 21 ans, ou appartiennent à des groupes ethniques minoritaires, c'est-à-dire, des gens qui ont peu de choix de travail et qui peuvent se faire renvoyer à tout moment. En se vantant d'employer des jeunes sans qualification, dès la sortie de l'école et sans discrimination de sexe ni de "race", l'oncle Donald ne fait en réalité que recruter de la main d'oeuvre à bon marché, corvéable et "renvoyable" à tout moment. Le vice-président du service marketing de McDo reconnaît d'ailleurs que le milliard de dollars de bénéfices réalisés par l'entreprise "dépendait" de l'emploi de jeunes. Il y a un fort taux de renouvellement de personnel, ce qui n'a rien d'étonnant, et qui implique une quasi impossibilité d'organiser un syndicat et de lutter pour des conditions meilleures. Ceci convient tout à fait à McDo qui s'est toujours farouchement opposé aux syndicats.

Cependant, et malgré tous les moyens de pression qu'utilise le géant de la restauration rapide, des luttes syndicales ont été menées. En 1979, à Dublin, une grève de 7 mois est venue à bout de la détermination du patron local qui a été obligé de reconnaître le syndicat. En juillet

1994, un jeune, a réussi à traîner cinq managers devant l'inspection du travail de Lyon. Au Canada, en 1995, une employée de 16 ans a monté clandestinement un syndicat dans le McDo où elle travaillait. En 1997, deux militants de London Greenpeace (*1) ont été condamnés à payer 570 000 F de dommages et intérêts pour avoir distribué un tract jugé diffamatoire devant un McDo londonien. Mais le juge a quand même reconnu que McDo exploite ses employés, manipule les enfants pour faire raquer leurs parents, torture les animaux de boucherie, et qu'en plus, sa cuisine est mauvaise pour la santé. C'est dire si le "gagnant" du procès y aura perdu des plumes !

Quant à nous, nous pensons que vivre ce n'est pas seulement fabriquer des hamburgers et autres produits de consommation à la chaîne mais que c'est aussi lutter. Nous pensons que lutter c'est se regrouper et s'organiser ensemble contre les patrons et ce système qui nous exploite et nous réduit au seul statut de "force de travail / consommateur". Nous pensons que s'unir contre ces conglomérats géants qui dominent les marchés et le monde est possible, pour mettre en place un rapport de force qui nous permettra de prendre nos vies en main. Et, prendre nos vies en main, c'est refuser toute organisation basée sur la délégation de pouvoir, la domination, l'autorité et le centralisme.

David-Vincent.

(*1) Créé au début des années 70, London Greenpeace est un groupe libertaire, écologiste et végétarien qui n'est pas lié à la "multinationale de l'écologie" Greenpeace dont le premier groupe en Europe a d'ailleurs été créé plus tardivement.